

## **PARTIR DU BIDONVILLE**

### **Une micro-expérimentation constructive (2012-2014)**

Actes de la recherche-action conduite dans les bidonvilles de l'Essonne par le PEROU - Pôle d'Exploration des Ressources Urbains.

A l'adresse du PUCA - Plan Urbanisme Construction Architecture et de la Fondation Abbé Pierre.

Résumé.

En 2012, plusieurs années d'une politique quasi-systématique d'expulsions et de destructions des bidonvilles conduisent au constat que le phénomène, loin de s'avérer ainsi éradiqué, se perpétue, s'amplifie et s'aggrave. Sans solution, les familles réfugiées dans de tels établissements illicites et dont certains enfants sont scolarisés, se réinstallent à deux pas de là, sur le chemin des écoles, en lisière d'une ville voisine. Sans solution, elles repartent souvent de moins que zéro, et construisent de nouveau à la hâte et sous une énième menace d'expulsion des abris toujours un peu plus précaires. Sans solution, ces familles pourtant européennes demeurent dans une impasse dans laquelle les enfonce un peu plus une identité "Rom", identité qui leur est collée à la peau comme preuve de l'impossibilité de leur intégration.

Suivant l'hypothèse que construire vaut mieux que détruire pour répondre aux questions sanitaires, sociales, politiques, que posent de telles situations, le PEROU a engagé un travail de recherche dès le mois de septembre 2012 dans un bidonville de Ris-Orangis, en lisière de la Nationale 7. Le 22 décembre 2012, avec le soutien des familles et de riverains, le collectif édifiait une "ambassade", bâtiment d'une vingtaine de mètres carrés installé au beau milieu du bidonville. Ainsi s'agissait-il d'inviter chacun au coeur du "problème" dont on parle beaucoup, mais au sujet duquel circulent bien davantage de fantasmes que de savoirs. En effet, "L'Ambassade du PEROU" a, pendant 100 jours, joué le rôle d'interface entre l'intérieur et l'extérieur, de sas par le biais duquel entrèrent au travail architectes, artistes, chercheurs, travailleurs sociaux, associations locales, et simples rissois dans une dynamique constructive. Ce faisant, s'agissait-il de peupler la scène de la controverse autrement, de tenter de nouvelles médiations entre les familles et les acteurs publics, afin que de nouvelles réponses adviennent enfin. Simultanément, dans le cours d'une action définie comme "diplomatique" tout autant que pragmatique, il s'agissait d'engager un chantier de construction de ce qui fait défaut dans une telle situation de grande précarité : des circulations praticables, des toilettes sèches, des bacs à compost, un système de sécurisation du circuit électrique, un drain d'évacuation des eaux de pluie, etc.

La micro-expérimentation engagée par le PEROU à Ris-Orangis suivait effectivement le projet de "partir du bidonville", dans les deux sens de l'idée : partir de la situation, pour en prendre soin en répondant aux besoins des familles, mais aussi pour accompagner et faire se multiplier les relations de celles-ci au territoire ; donner à ces mêmes personnes la possibilité d'enfin quitter les lieux grâce à la stabilité gagnée dans l'action constructive, grâce aux nouveaux liens noués avec riverains, écoles, services sociaux, acteurs publics. La transformation des lieux était fondamentale : donnant une autre qualité au bidonville et

à la vie s'y déployant, elle permettait en outre un travail sur les représentations visant à modifier regards et réponses à son sujet. L'accompagnement social des familles était induit : par les rencontres suscitées, portées parfois par des outils créés in situ (Curriculum Vitae, mais aussi textes, films, livres, etc), des parcours pouvaient être initiés laissant envisager que le droit commun soit enfin atteint. Le 4 avril 2013, le bidonville de Ris-Orangis était expulsé à la force d'un arrêté municipal. 12 familles rejoignaient cependant un projet d'insertion, premier du nom en Essonne, gagné par des relations nouvelles créées avec les acteurs publics tant et si solidement que le PEROU devint assistant à maîtrise d'ouvrage de ce projet. Les familles non sélectionnées se réinstallaient à 500 mètres de là, dans un bidonville situé sur la commune voisine de Grigny. Ici, le PEROU reprenait son ouvrage, construisant notamment une "résidence" permettant en particulier d'accueillir des équipes d'architectes en vue de concevoir avec les familles des projets d'établissements temporaires hors le bidonville. Le bidonville de Grigny était à son tour détruit le 5 août 2014. 6 familles rejoignaient cependant le projet d'insertion de Ris-Orangis. La vingtaine de familles non sélectionnées se retrouvaient-elles de nouveau à Ris-Orangis, dans un énième bidonville.

Le rapport de recherche remis en novembre 2014 au PUCA et à la Fondation Abbé Pierre, les deux commanditaires de l'expérimentation du PEROU, se structure autour d'un "journal" de l'action écrit chemin faisant, et publié sur un blog deux années durant. Ce journal consigne les actes, mais aussi les projets de recherche développés in situ (plusieurs travaux photographiques et de dessin, une analyse économique du coût de la destruction, deux films réalisés par les familles, un film réalisé sur l'action, un livre collectif réunissant une trentaine de plumes analysant l'arrêté d'expulsion de Ris-Orangis, un livre-imagier réalisé avec les enfants du bidonville, des projets d'architecture conçus avec les familles, etc). Il témoigne de savoirs se constituant pas à pas, du déplacement de représentations produit par l'action, notamment au sujet de l'identité des personnes, de leur histoire, de leur devenir. Il témoigne en outre des relations multiples avec acteurs associatifs et publics, des tensions, des noeuds, des dénouements, des raidissements. Pour les besoins de ce rapport, le journal est augmenté de multiples travaux photographiques, en particulier de celui de Adel Tincelin réalisé sur les contextes urbains alentours, et de celui de Laurent Malone réalisé sur le quotidien des familles. En outre, neuf textes écrits en novembre 2014 viennent rompre le fil de ce journal comme autant d'annotations de celui-ci. Ces textes intercalés s'efforcent de témoigner du jeu des acteurs, notamment associatifs, et de les analyser comme l'une des composantes cruciales du "problème Rom", requalifié à la force de la recherche de "problème bidonville". Ils témoignent ainsi d'une violence demeurée largement absente du récit public de l'action proposé par le journal : celle que subit le PEROU du fait des paroles et des actes développés durant l'action par quelques membres d'une association locale, fort politisés.

Ces deux années de recherche-action témoignent d'une urgence à travailler autrement avec les familles : in situ, en mettant en oeuvre les chantiers vitaux et souvent imposés par la loi, en accompagnant alors à partir de là les familles hors le bidonville. En novembre 2014, 10 familles habitent des logements sociaux, 8 sont inscrites en parcours d'insertion, et 14 adultes toujours installés dans le bidonville de Ris-Orangis ont un contrat de travail en poche. Ces deux années témoignent ainsi d'une urgence à clore la "question Rom", pour ouvrir le sujet du bidonville contemporain, promis à se développer sur le territoire européen, et face auquel des savoir et savoir-faire, notamment architecturaux et urbains, demeurent à inventer. Dans cette micro-situation, l'action conduite par le PEROU aura vu se déplacer des acteurs publics qui, d'abord radicalement hostiles à tout projet d'accueil, organisèrent cet accueil de manière durable pour une partie des familles. Les résultats

demeurent cependant relatifs, tant les "sélections" opérées en amont des projets d'insertion laissent en situation d'errance des familles vivant ici, fortes de compétences, comptant tous leurs enfants scolarisés, et qu'il faudra un jour ou l'autre inscrire dans le droit commun. Mais nombre d'obstacles, levés par l'analyse, demeurent à une action raisonnée, faisant s'articuler tous les intérêts en présence, notamment du fait du redoublement de la controverse par le jeu d'acteurs se saisissant de la "question Rom" pour nourrir sur la scène politique des luttes d'influence et de pouvoir malheureusement étrangères aux intérêts des familles. Ce rapport veut transmettre des savoirs susceptibles de nourrir le projet de nouvelles expériences nécessaires au regard d'une situation de détresse extraordinaire, et néanmoins risquant de composer une part bientôt ordinaire de nos paysages urbains.